



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 06/05/2025 à 17h04

REÇU EN PREFECTURE

le 06/05/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2025 05 05-ARR2025_257

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **GYMNASE PHILIPPE KIEFFER**
ERP N° E 488 00130 000

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE DU GENERAL LECLERC**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVE**

TYPE(S) : **X**

CATEGORIE : **4^{ème}**

Le 25 mars 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 11 mars 2025.

En conclusion,



La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

à la poursuite de l'exploitation

AVIS FAVORABLE



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Julien COEURET

**Document annexe comportant 6 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints**

(1) rayer la mention inutile



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 06/05/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-211404884-20250505-ARR2025_257

Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **GYMNASÉ PHILIPPE KIEFFER**
ERP N° E 488 00130 000

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE DU GENERAL LECLERC**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVE**

TYPE(S) : X

CATEGORIE : 4^{ème}

Le 25 mars 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 11 mars 2025.

RESUME DE LA REUNION :

[illegible]



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

CAEN, le 25 mars 2025

N/Réf. : BG/JN/2025 – VP110225 Gymnase Philippe Kieffer - Ouistreham
Affaire suivie par : Ltn GILLETTE Bertrand
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Gymnase Philippe Kieffer - Avenue du Général Leclerc à Ouistreham - E 488 00130 000.

Réf. : Visite périodique, conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 13/03/2020.

Le 11 mars 2025, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. PELLERIN :	Conseiller municipal Ville de Ouistreham – Délégué au sport
Ltn GILLETTE:	Préventionniste SDIS 14
M.ZUIANI :	Service des sports
M BACHELOT :	Pôle événementiel sport Ville de Ouistreham
M. DENOUAL :	Adjoint technique Ville de Ouistreham

REÇU EN PREFECTURE

le 06/05/2025

Application agréée E-legalite.com

22_RU-014-2114 04884-20250505-ARR2025_257

DESCRIPTION

Le présent rapport a pour objet la visite périodique du gymnase Philippe KIEFFER, Avenue du général LECLERC à Ouistreham.

L'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite périodique datée du 13 mars 2020.

Le gymnase est établi sur un rez-de-chaussée avec mezzanine, implanté dans un établissement de plein air de 1^{ère} catégorie.

La distribution intérieure traditionnelle permet d'obtenir :

Rez-de-chaussée :

- Une salle omnisport de 650 m² non désenfumée (hauteur sous plafond d'environ 8m),
- Quatre vestiaires,
- Des réserves,
- Une salle judo de 400 m²,
- Une salle de tennis de table de 250 m²,
- Des vestiaires,
- Des sanitaires.

Mezzanine :

- Un espace boxe et musculation.

Sur la même structure et à l'air libre, des gradins sont implantés et comportent 300 places pour les spectateurs du stade de football.

L'établissement est implanté en zone urbaine, il est accessible à partir de l'avenue du Général Leclerc sur plusieurs façades. Il est évacuable uniquement par deux sorties totalisant trois unités de passage.

La Défense Extérieure Contre l'Incendie est assurée par la SAUR.

EFFECTIF

Conformément à l'article X2 de l'arrêté du 04/06/1982 :

- Salle omnisport = 1pers. / 4 m² soit 162 personnes.
- Salle de judo = 1pers. / 4 m² soit 33 personnes.
- Salle de ping-pong = 2pers. / table soit 38 personnes.

Total théorique : 233 personnes à limiter à 200.

REÇU EN PREFECTURE

le 06/05/2025

Application agréée E-legalite.com

CLASSEMENT

L'établissement, du 1^{er} groupe et de type X, est à classer en 4^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation ;
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 04 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type X ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE	27/06/2024	Socotec (reste 1 obs)
GAZ	27/06/2024 04/03/2020	Socotec (10 obs levées en régie) Service Technique
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE	18/06/2024 7/03/2025	Socotec (observations levées) Service Technique
SSI – ALARME	10/01/2025	Socotec (2 obs levées par Vinci)
DESENFUMAGE	12/03/2020	Service Technique
EXTINCTEURS	03/09/2024	LPS Sécurité
INSTRUCTION DU PERSONNEL	Personnel communal, former les responsable d'associations et du collègue	

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES****Les prescriptions anciennes sont levées****Prescriptions**

- 1°) Organiser des formations à l'utilisation des moyens de secours et aux procédures d'évacuation des locaux à l'ensemble des responsables des groupes utilisant le gymnase (art. MS 48 du règlement de sécurité);
- 2°) Réaliser par un technicien compétent le désenfumage du dojo et de la salle de tennis de table (art. R.143-10 du CCH);
- 3°) Rendre facilement accessible et maintenir fermé le tableau électrique situé dans le dojo (art. EL 11 du règlement de sécurité);
- 4°) Remettre en état la porte d'accès à la chaufferie (R.143-13 du CCH).

Prescriptions permanentes

- a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître :
 - La conduite à tenir en cas d'incendie,
 - La manipulation des moyens de secours,
 - Le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - Le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments,
 - L'accueil des engins de secours,
 - Le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.

Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.

- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).

- g°) S'assurer en permanence de la vacance des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).
- h°) Pour les locations de salle : Prévoir un cahier des charges précisant aux locataires : le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.
Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).
- i°) Pour les activités périscolaires : Lors des activités périscolaires, l'agent responsable doit être nommément identifié et figurer sur le registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).
Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin 14000 CAEN.

IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- Des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- Des dispositifs et commandes de sécurité ;
- Des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- Des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- Des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...);
- Et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- Les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- Les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- La mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- L'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
